

Les infrastructures au centre des débats

Une délégation sénatoriale aux Outre-mer mène actuellement une étude sur la jeunesse et le sport. Elle était en visite lundi, au Creps pour constater notamment les problèmes d'infrastructures, puis former un dossier sur les moyens de développement de la pratique sportive en Outre-mer.

Ophélie VINOT

Une délégation sénatoriale aux Outre-mer était en déplacement, durant quatre jours, dans le département. Lundi, au Creps, elle constatait les spécificités des territoires d'Outre-mer. Michel Magras, président de la délégation et sénateur de St-Barth, Catherine Conconne, sénatrice de la Martinique, Viviane Malet, sénatrice de La Réunion et Gisèle Jourda, sénatrice de l'Aude, étaient présents. De nombreux champions français viennent des territoires d'Outre-mer (1). Mais avant de s'exporter, ils souffrent de multiples problèmes inhérents, notamment, à la détérioration des infrastructures, liée en partie aux cyclones de septembre. Suivent ensuite les difficultés de formation scolaire ou professionnelle à l'extérieur. « Souvent, les matches sont reportés lorsqu'il y a de grosses pluies en raison de problèmes de toiture. Au niveau du sol aussi, ça glisse beaucoup et ça fait longtemps que c'est comme ça », explique Fabien, joueur de basket à la MJCA. « Il nous a semblé, au Sénat, que ce sujet était suffisamment intéressant pour qu'on se penche dessus, constate Michel Magras. Les territoires d'Outre-mer ont besoin

d'un meilleur traitement global. »



(De g. à d.). Viviane Malet, sénatrice de La Réunion, Catherine Conconne, sénatrice de la Martinique, Gisèle Jourda, sénatrice de l'Aude, et Michel Magras, président de la délégation et sénateur de St-Barth, composaient la délégation sénatoriale aux Outre-mer. (O. V.)

CONSTATER POUR MIEUX TRAITER

« Pour l'instant, on ne fait qu'un constat de ce qui va et de ce qui ne va pas, rappelle le président. On réunira la délégation avant la fin du mois de juin pour valider le projet de rapport et évoquer toutes les préconisations. » Quelques constats ont déjà été effectués. « Lorsque l'on compare le ratio entre les équipements et la population, le nombre d'équipements est moins important d'un tiers, en Outre-mer, que dans l'Hexagone. Il y a un réel retard à rattraper », poursuit le sénateur, qui reste confiant.

Pour la partie formation en dehors du département, la sénatrice de l'Aude, Gisèle Jourda, évoque, elle, « un système de compensation afin d'atténuer les difficultés ». En effet, les surcoûts sont plus importants dans l'Hexagone pour les sportifs issus des territoires d'Outre-mer en raison de leur éloignement, notamment. Cela constitue un exemple du problème des surcoûts que connaissent les sportifs ultramarins. Pour les sénateurs, l'objectif de la visite est également de trouver des solutions concernant l'accompagnement des sportifs pour leurs déplacements.

(1) 17 sportifs ultramarins ont été médaillés aux derniers Jeux olympiques de Rio, en 2016 et trois en paralympique.

20 millions promis

Fin 2016, l'ancien ministre des Sports, Patrick Kanner, avait annoncé mettre à disposition une enveloppe de 20 millions d'euros pour tous les territoires d'Outre-mer, à compter de 2017 et à utiliser sur quatre ans. Qu'en est-il aujourd'hui ? Michel Magras n'en sait, apparemment, pas davantage. « Je ne peux pas vous répondre là-dessus. Il y a tellement de rumeurs qui ont circulé. Qu'elle avait été

enlevée, disparue, réaménagée, on nous a assuré que finalement elle n'était pas perdue. Je ne me permettrai pas de donner un avis. »

LA DÉCLA Patrick Cham,
conseiller technique et sportif :
« Cette visite est de bon augure »



pointer les réalités du terrain. C'est ce qui est important. Je sais qu'il y a des projets d'améliorations des structures du Creps, mais je n'en sais pas beaucoup plus. » ■

« Si c'est une visite pour améliorer nos structures alors oui, c'est toujours de bon augure ce genre de visite. Au moins, ce sont des gens qui veulent prendre des décisions et